



Personnalité de la semaine
Jacques Villeneuve
page A8



Livres
Le hockey par la bande... dessinée page B1



Santé
Les enfants de Leucan grandissent aussi... page C1



2



1

page S9

Point de salut sans le Québec!

Les sages de Confédération 2000 évitent cependant d'imposer une échéance

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse, OTTAWA

On ne peut y couper: le succès de l'option fédéraliste au Québec passe par la reconnaissance, avant un autre référendum sur la souveraineté, de la spécificité du Québec dans la Constitution canadienne, ont convenu hier des ténors des milieux financier, politique et académique canadiens réunis par le Conseil national des chefs d'entreprise pour faire le point sur l'unité canadienne.

Mais, au-delà de ce constat, rien

n'est moins sûr que la capacité collective des politiciens canadiens d'y arriver.

Au terme de trois mois de discussions, les participants à l'exercice Confédération 2000, dont plusieurs occupaient les premières loges aux débats de Meech et de Charlottetown, ont tellement peur d'un nouvel échec sur le front de la société distincte qu'ils n'ont pas voulu, dans leur rapport final, fixer de calendrier pour l'enchâsser dans la Constitution. Ils ont aussi renoncé à l'idée de conseiller aux premiers ministres d'amorcer une opé-

ration en ce sens lors de leur réunion prochaine.

À la place, ils ont tracé une frontière très nette entre ce qu'ils trouvent souhaitable et ce qui leur semble possible. À la lumière de leurs conclusions, la reconnaissance constitutionnelle du caractère distinct du Québec est loin, pour l'heure, de faire partie de la deuxième catégorie.

Dans cet esprit et dans l'immédiat, le groupe voudrait plutôt que les premiers ministres commencent à mettre en place, dès la rencontre qu'ils doivent avoir le mois pro-

chain, les éléments d'une vaste décentralisation de la fédération canadienne. À cet égard, ses membres conseillent au gouvernement Chrétien d'être beaucoup plus audacieux qu'il ne l'a été jusqu'à maintenant.

Par exemple, les participants à Confédération 2000 préconisent qu'Ottawa, en plus de se retirer de la formation de la main-d'œuvre, s'en remette aux provinces pour toutes les mesures actives en matière d'emploi. Ils voudraient également que le gouvernement fédéral aille plus loin sur la voie de renon-

cer à son pouvoir d'instaurer des programmes nationaux dans les champs d'activité exclusifs des provinces, comme l'éducation, et qu'il crée une nouvelle instance de « co-décision » fédérale-provinciale. Surtout, le groupe estime qu'il faut des résultats concrets avant le premier anniversaire du dernier référendum.

Mais, quels que soient les autres progrès qui pourraient être réalisés sur le front d'une modernisation de la fédération, le groupe a convenu

Voir POINT DE en A2

Les Chiliens racontent: comme au temps de Pinochet

ÉRIC CLÉMENT

Pourquoi tant de Chiliens quittent leur pays pour le Québec si le Chili est le paradis économique vanté par les États-Unis et le Canada, qui travaillent à son intégration à l'Accord de libre-échange nord-américain?

C'est autour de cette question que 200 revendicateurs chiliens du statut de réfugié, regroupés au sein d'un comité ad hoc, ont débattu, hier à Montréal, pour tenter d'expliquer pourquoi plus de 1200 Chiliens sont arrivés à Montréal depuis janvier.

Selon le comité, des agences de voyage d'Amérique du Sud profitent du « désenchantement et des

Voir LES CHILIENS en A2



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Comme d'autres revendicateurs chiliens du statut de réfugié, Mirsa Barrios et son mari (tous deux au premier plan) arrivés à Montréal mercredi, ont levé la main pour dire qu'ils ont été détenus en prison au Chili à cause de leurs idées politiques.

Deux criminels en liberté...

Seule l'arrestation rapide des leaders séparatistes serbo-bosniaques Radovan Karadzic et Ratko Mladic pourrait sauver le processus de paix en Bosnie. Mais personne n'est prêt à en prendre l'initiative, s'inquiètent les milieux diplomatiques. Le « président » serbe et son chef militaire, considérés par la communauté internationale comme des criminels de guerre, continuent à gérer tranquillement 49 % du territoire bosniaque. Or tout cela est contraire aux accords de paix conclus à Dayton, Ohio.

Nos informations, page A6

À la défense du capitalisme...

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Cet hiver, aux États-Unis, la parole était aux critiques du capitalisme américain.

Sur les bancs de neige du New Hampshire, le commentateur Pat Buchanan, transformé en populiste, s'est porté à la défense des travailleurs et des membres de la classe moyenne, dont les emplois et le niveau de vie étaient menacés, à ses dires, par la globalisation de l'économie et la cupidité de Wall Street.

À la veille de la victoire électorale de Buchanan, le magazine Newsweek a publié, à la une, les photos de dirigeants de grandes sociétés ayant licencié des dizaines de milliers d'employés au cours des dernières années. « Tueurs... », a titré le magazine en faisant allusion aux bigs bosses d'IBM, AT&T et Sears, entre autres.

Quelques semaines plus tard, le New York Ti-



La Presse
à
NEW YORK

mes a pondit l'équivalent d'un livre sur le coût humain de ces congédiements. Pendant une semaine complète, à raison de trois ou quatre pages pleines par jour, le quotidien a décrit de façon méticuleuse et souvent émouvante les drames et les angoisses vécus par les victimes et les survivants de la nouvelle économie.

Tout cela à une époque

où les profits des entreprises grimpaient en flèche, de même que les salaires des grands patrons. Qu'avait-on besoin de plus pour conclure à l'injustice du système économique américain? Pour plusieurs, cet hiver, la réponse était évidente: rien.

Ce printemps, la parole est aux défenseurs du

capitalisme américain. Bonjour la différence!

Il y a deux semaines, par exemple, l'administration Clinton a rendu public un « livre blanc » sur la situation de l'emploi aux États-Unis. Le document contredit au moins deux idées reçues.

Primo: malgré les licenciements massifs, l'économie américaine continue de créer beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en élimine. Selon les économistes du président, le nombre total de jobs aux États-Unis a augmenté de 8,5 millions depuis le début de 1993, une performance enviable par plusieurs pays industrialisés, dont ceux d'Europe, où le taux de chômage atteint parfois le double des États-Unis.

Secundo: dans la majorité des cas, les nouveaux emplois offrent des conditions salariales enviables. Deux tiers de ces jobs paient mieux que le salaire médian du pays (480 \$ US). Et plus de la moitié offre des revenus supérieurs à 70 % des emplois. Ce sont des jobs de dir-

Voir À LA DÉFENSE en A2

INDEX

Annnonces classées
- index C5
- immobilier C5 à C8
- marchandises C8
- emplois C8 et C9
- automobile C9 à C11

- affaires A4
Arts et spectacles B6 à B10
- Ciné-horaire B9
- Francine Grimaldi B7
- Les uns les autres B7

- Télé-horaire B9
Bandes dessinées C7
Bridge C9
Décès C11
Êtes-vous observateur? C5

Génies en herbe C10
Horoscope C8
La Jeune Presse C12
Le monde A6
Loteries A2 et A4
Mots croisés B11

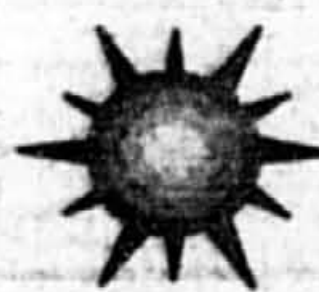
Mot mystère C9
Santé C1 à C4
Sciences B11 et B12
Tabloid Sports
- Réjean Tremblay S5
Têtes d'affiche B8

LES CATHOLIQUES ET LE SEXE

Hétéro ou homo... libre choix?
page A7

MÉTÉO

Ensoleillé, température de saison
Max. 15, min. 2
Cahier Sports, page 16



GERMAIN LARIVIÈRE
Ca vaut le déplacement!

4060, boul. Laurier, Sainte-Rosalie
(sortie 138 de l'autoroute 20)
1 800 363-1336 • 866-8691
Sainte-Rosalie Montréal

HOTPOINT
Fait pour durer.

399\$

Suites de la page une

À la défense du capitalisme...

A LA DÉFENSE / Suite de la page A1

geants et de professionnels dans l'informatique, la finance et la comptabilité, entre autres.

Autres faits à souligner: selon l'étude présidentielle, le pourcentage des travailleurs détenant plus d'un emploi est resté stable depuis les années 1980 (environ 6 %). Et le nombre d'emplois dans des secteurs mal payés comme celui de la restauration rapide, par exemple, semble être en baisse.

En faisant état de données semblables, quelques jours après la publication du « livre blanc » de la Maison-Blanche, le président de l'Association des manufacturiers des États-Unis a soutenu que l'anxiété économique des Américains, dont tout le monde a parlé cet hiver, « était de moins en moins rationnelle ». Aïe!

Une psychose?

Certains défenseurs du capitalisme sont allés plus loin. Ils ont accusé les médias d'avoir contribué à

créer une psychose au sein du public américain face à la question de l'emploi.

« Ça n'a pas beaucoup de sens de mettre l'accent sur les pertes d'emplois au détriment de la création d'emplois, mais c'est ce que les médias ont fait — et pour une raison journalistique évidente », a écrit John Cassidy, dans le magazine *The New Yorker*, le mois dernier. « Quand les licenciements sont comparés aux embauches, le problème paraît beaucoup moins grave. »

« La presse dite sérieuse est souvent coupable de distorsions spectaculaires parce que les journalistes sont prisonniers des modes intellectuelles et politiques de l'heure », a pour sa part écrit l'économiste Robert Samuelson. « La série du *New York Times* en est un bon exemple. »

Intitulé « The Downsizing of America », cette série « a collé une nouvelle étiquette à une vieille caractéristique de la libre concurrence : les pertes d'emplois », a soutenu Samuelson. « Le phénomène n'est

pas plus sévère que par le passé, même s'il affecte quelques travailleurs (généralement plus âgés et mieux payés) et compagnies qui semblaient autrefois intouchables. »

Même le secrétaire du Travail dans l'administration Clinton, Robert Reich, a trouvé que les médias et les politiciens en avaient mis un peu trop au sujet de la précarité de l'emploi. « Bien sûr, a-t-il dit récemment, les compagnies doivent parfois mettre des travailleurs à pied. La vraie question que l'on doit poser aux compagnies est la suivante: investissez-vous dans vos travailleurs? Les considérez-vous comme des coûts ou des actifs? »

Une ironie

Pour le moment, la réponse n'est guère encourageante. La course aux profits demeure féroce.

En 1995, selon une nouvelle étude de l'Institute for Policy Studies, les chefs de direction des 22 compagnies américaines ayant congédié le plus grand nombre d'employés ont vu la valeur totale de

leurs options grimper de 36,6 millions le jour où ils ont annoncé des licenciements.

Au cours de la même année, l'ensemble des travailleurs américains a dû se contenter des plus faibles augmentations de salaires depuis 1981.

Il y a quelque chose qui cloche.

Mais pas aux yeux des défenseurs du capitalisme. Dans la stagnation des salaires et les licenciements massifs, qui frappent de plus en plus souvent les membres de la classe moyenne, ils voient tout au plus un peu d'ironie.

Les deux phénomènes contribuent à maximiser les profits des entreprises, admettent-ils. Mais les grands patrons ne sont plus les seuls à exiger le meilleur rendement possible pour leurs investissements. Les gestionnaires de fonds de pension et de fonds mutuels ont également la dent de plus en plus longue.

L'ironie, bien sûr, c'est que la plupart de leurs clients font partie de la classe moyenne. Avant d'être capitalistes, ils sont peut-être maoïstes.

Point de salut sans le Québec!

POINR DE / Suite de la page A1

que, sans la reconnaissance de la spécificité du Québec dans la Constitution, le fédéralisme passera un mauvais quart d'heure le jour où il y aura un autre référendum. « Si d'ici le référendum, la société distincte n'a pas été adoptée, nous allons vivre des moments difficiles », a prédit l'ancien ambassadeur du Canada Yves Fortier.

« Des promesses de changement dans un avenir indéterminé ne seront pas suffisantes », a surenchérit l'ancien ministre libéral Claude Castonguay. Le groupe s'est rallié à leur point de vue, mais pas à la suggestion de fixer un délai de 24 mois pour réaliser une percée sur ce front. « Ce serait une erreur tactique grave que de fixer une échéance », a soutenu l'ancien premier ministre ontarien Bob Rae, qui craignait qu'un tel geste expose davantage le Canada à un échec.

La vaste majorité des participants à Confédération 2000 ont déjà milité en vain pour le concept de société distincte. Ils estiment que les résultats du référendum d'octobre vont inspirer un changement d'attitude aux autres Canadiens vis-à-vis des aspirations constitutionnelles du Québec avant le prochain rendez-vous référendaire.

Le séisme en Chine: le bilan s'alourdit

Reuter
PEKIN

Le bilan du violent séisme qui a frappé vendredi la Mongolie intérieure, dans le nord de la Chine, s'est alourdi à 14 morts et 200 blessés, ont rapporté hier des responsables du Bureau d'État de sismologie.

Le séisme, d'une magnitude de 6,4 sur l'échelle de Richter, a détruit des dizaines de maisons dans la région de Guyang, à 540 km au nord-ouest de Pékin.

Au moins 36 personnes ont été blessées à Baotou, à 50 km au sud de l'épicentre.

Le séisme a été ressenti jusqu'à Xian, à plus de 700 km de là, précise l'agence. À Pékin, il a fait trembler les immeubles élevés pendant une trentaine de secondes.

Les Chiliens racontent: comme au temps de Pinochet

LES CHILIENS / Suite de la page A1

souffrances» des Chiliens pour proposer « la liberté au Canada » en échange d'un billet d'avion payé 1090 \$.

Le comité veut informer les médias du « véritable » climat politique qui règne au Chili. Selon lui, l'image d'un Chili « joyau économique de l'Amérique du Sud » est biaisée. Les réfugiés ont raconté que la démocratie est loin d'être une réalité au Chili, même si le général Pinochet arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1973 l'a cédé en partie en 1989.

Un Chilien fraîchement arrivé a dit qu'en 1995, il y avait 360 000 prisonniers politiques au Chili et que la torture y a encore cours, ce que l'ONU et Amnesty Internationale ont récemment confirmé: « Ces informations sont tues pour

ne pas nuire aux négociations en cours entre le Chili, le Canada et les États-Unis pour intégrer le Chili dans l'ALENA », a-t-il lancé.

« Les militaires contrôlent toujours le pays, a dit Juan Iturriaga, un conseiller en immigration chilien. Les institutions antidémocratiques de la dictature agissent sans contrepoids et il y a de plus en plus de détentions arbitraires sur un simple soupçon, de brutalité policière et de traitements inhumains. »

Selon la porte-parole du comité, l'exilée chilienne Brunilda Reyes, la répression a augmenté fin 94. Des Chiliens qui ont fui leur pays dans les années 70 et qui y sont revenus ont dû s'exiler de nouveau. Quand *La Presse* a demandé aux réfugiés qui ont été détenus en prison pour des idées politiques de lever la main, un tiers d'entre eux l'a fait.

Un réfugié est retourné au Chili

en 1992 après dix ans d'exil en Suisse: « J'avais créé une entreprise, mais je suis venu au Canada car j'ai été torturé. Le Canada me dit que je ne peux pas avoir le statut de réfugié car je l'ai déjà demandé en Suisse. »

Trois avocats ont dit, hier, qu'Immigration Canada a mis sur pied une procédure d'urgence pour répondre aux revendications des Chiliens. « On nous oblige à étudier trois cas par jour, a dit l'avocat Michael Dorey. C'est ridicule. La Commission de l'immigration et du statut de réfugié s'occupe actuellement presque exclusivement des réfugiés chiliens. »

Cet afflux de réfugiés tombe à un mauvais moment car si le Canada impose de nouveau un visa aux visiteurs chiliens, il fragilise la signature d'un accord mutuel de libre-échange, prévu pour la fin de l'année. L'avocat William Sloan, spé-

cialiste du Chili, avait récemment déclaré à *La Presse* que « le gouvernement a intérêt à faire croire que c'est une vague de faux réfugiés ».

« Le Canada veut faire des affaires avec le Chili, mais cacher la réalité chilienne, affirme M. Iturriaga. Le Canada doit réagir. » Le député du Bloc québécois d'origine chilienne Osvaldo Nunez a été critiqué par plusieurs personnes qui regrettent son « ignorance » de la réalité chilienne. Une personne a dit qu'il ne soutenait pas les réfugiés chiliens à cause du commerce existant entre le Québec et le Chili (40 % des échanges Canada-Chili).

Le commerce bilatéral Chili-Canada est passé de 200 millions en 1983 à 550 millions en 1994. Le Canada avait en 1994 un surplus commercial de 300 millions avec le Chili.

B'nai Brith compte bien faire respecter l'entente avec l'OLF

Presse Canadienne

Le groupe B'nai Brith Canada entreprendra des poursuites légales pour protéger le droit de la communauté juive montréalaise d'importer, pendant la période pascalle, des aliments kashers ne comportant pas d'étiquetage en français.

La menace qu'avait laissé planer l'Office de la Langue française lors de la dernière Pâque juive de faire retirer des épiceries spécialisées les ali-

ments kashers importés de New York dont les étiquettes étaient libellées en anglais seulement, a incité B'nai Brith à recourir aux services du bureau d'avocats montréalais Ogilvy Renault.

Les dirigeants de la communauté juive, qui compte environ 100 000 personnes, avaient accusé l'Office de la langue française d'insensibilité et de discrimination.

L'OLF permettait à la communauté juive d'importer les

produits étiquetés en anglais uniquement pour la période pascalle depuis 1986, a déclaré Stephen Scheinberg, le vice-président de l'organisme.

« Nous avons décidé d'aller en justice parce que l'entente établie antérieurement avec des fonctionnaires n'a pas été respectée », a-t-il déclaré.

Les dirigeants juifs et l'Office de la langue française ont toutefois accepté ces dernières semaines de mettre sur pied un comité qui étudiera la question de l'étiquetage,

SORTEZ
de l'ordinaire
avec le cahier
Sortir
du jeudi dans
La Presse

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100
Annonces classées : 285-7111
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes Annonces
Détailants : 285-7202
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Annonces classées : 285-6900

La Presse est publiée par:
La Presse, Inc.
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.



Code du jour
18-7

Dimanche, 5 mai 1996

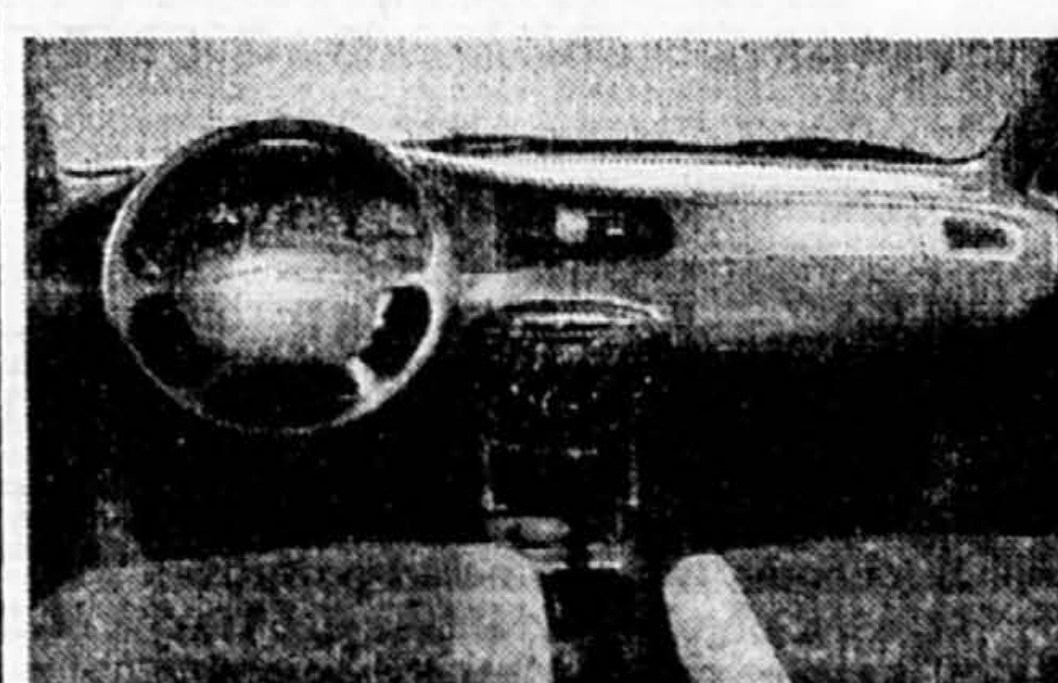
LOTÉRIES

La quotidienne
à trois chiffres : **725**
à quatre chiffres : **8067**
6/49: **27 38 39 43 44 49** Compl. **34**
avec extra: **7 2 3 4 4 7**

PRÉCISION

■ Contrairement à ce que *La Presse* affirmait vendredi, les nouvelles obligations d'épargne du gouvernement du Québec ne pourront être prélevées par versements hebdomadaires à même les salaires des citoyens. Elles seront plutôt puisées dans leurs compte d'épargne par Placements-Québec, le nouvel organisme qui gèrera les obligations.

DEMAIN DANS LA PRESSE



La nouvelle Ford Escort

■ Chez Ford, on se croise les doigts avant le lancement de la nouvelle Escort. Lorsque celle-ci a été presque entièrement renouvelée en 1991, elle a connu des débuts difficiles. Pourtant, il s'agissait d'un modèle nettement supérieur à la version précédente. Heureusement pour Ford, sa popularité s'est considérablement accrue au fil des années. On espère que la nouvelle version sera mieux accueillie, car elle est beaucoup plus sophistiquée que le modèle actuel, constate notre chroniqueur Denis Duquet dans le cahier Auto de demain. Quant à Jacques Gagnon, il consacre sa chronique « Auto-rétro » à une Triumph GT6 1968.

QUESTION DU JOUR

InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Avez-vous été surpris d'apprendre que le gouvernement Chrétien avait déployé à la veille du référendum des moyens extraordinaires pour accélérer le rythme d'attribution des certificats de citoyenneté?

Le gouvernement du Québec a-t-il raison de continuer à réduire les avantages accordés aux personnes âgées?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 17 %
Non: 83 %



La Presse



Météo-radar! ...pour 2 à 3 heures de tranquillité

Environnement
Canada

Environnement
Canada

Frais applicables
1 900 565-4455

pique-nique/BBQ
renovation
golf

Montréal métro

L'EXPRESS
DU MATIN



Incendie à Longueuil

■ Les pompiers de Longueuil ont dû intervenir hier matin afin de maîtriser un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur du 1195, rue Maisonneuve. Le bâtiment de deux étages, abritant un commerce de peinture au rez-de-chaussée et des logements au deuxième, a été lourdement endommagé, mais personne n'a été blessé. Les flammes auraient pris naissance dans un des logis.

Femme poignardée

■ Une femme a été poignardée à plusieurs reprises par son mari, hier matin, à Montréal, à l'intérieur du domicile conjugal situé dans le quartier Cartierville. Une querelle familiale serait à l'origine de l'agression au couteau. L'état de la dame n'inspire aucune crainte et cette dernière aurait refusé de porter plainte contre son mari qui s'est lui aussi infligé des blessures mineures. Le couple a été transporté à l'hôpital. La police déterminera elle-même si des accusations seront portées contre le mari.

Homme abattu

■ À Ottawa, un policier a atteint mortellement un homme armé d'un couteau hier matin, lors d'une intervention policière dans un immeuble du centre-ville. Vers 9 h 05, la police d'Ottawa-Carleton a été appelée à intervenir au 380 de la rue Murray, au centre-ville de la capitale. Un homme détenait un autre individu en le menaçant avec un couteau. Lorsque les policiers sont arrivés sur les lieux, l'un d'eux a dû tirer un coup de feu, atteignant le suspect armé. L'individu est décédé un peu plus tard à l'hôpital général d'Ottawa.

Colloque sur le Vieux

■ Le colloque sur le Vieux-Montréal organisé par la Table de concertation du Vieux-Montréal s'est terminé hier par une déclaration de principe du responsable du dossier au comité exécutif de la Ville, Pierre Goyer, lequel souhaite adopter des mesures permettant à plus de Montréalais de vivre dans ce secteur. « Nous voulons que le quartier se distingue encore davantage pour sa valeur patrimoniale, mais nous voulons également faciliter la vie de ceux qui y vivent », a dit M. Goyer. Celui-ci laisse entendre que la Ville pourrait mettre de l'avant des « incitatifs fiscaux » et des mesures qui permettraient aux résidents et aux touristes de mieux coexister.

Cadavre

■ Le cadavre de Sébastien Lavoie, 18 ans, disparu depuis le 15 avril dernier de l'école qu'il fréquentait à Laval, a été découvert par un passant, hier en fin d'après-midi, à l'arrière du 16 681, 25^e Avenue, à Saint-Augustin-de-Mirabel, dans les Basses-Laurentides. Selon les premières constatations des policiers, le corps ne porterait aucune marque de violence apparente. Une autopsie sera pratiquée cette semaine à l'Institut de médecine légale afin de déterminer les causes de la mort. Rappelons que la semaine dernière des bénévoles avaient recherché ce jeune homme, affecté d'une légère déficience mentale.

Accident mortel

■ Un homme âgé de 45 ans a perdu la vie, en fin de journée hier, lorsque le véhicule qu'il conduisait a plongé dans les eaux froides de la rivière des Prairies à la hauteur de la rue Saint-Charles, à Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds. Selon les policiers, l'automobile, immatriculée dans l'État du Massachusetts, s'est retrouvée à une dizaine de mètres de la rive. Des témoins ont affirmé aux agents avoir vu un homme, juché sur le toit de son automobile et crier au secours, quelques secondes avant que cette dernière s'enfonce dans les eaux de la rivière. L'homme aurait tenté, mais en vain, de regagner la rive à la nage.

Émeute dans le Vieux-Québec

Seize jeunes arrêtés et huit policiers blessés

RAYMOND GERVAIS

La police de Québec n'a pas l'intention de laisser des bandes de vandales devenir les maîtres du Vieux-Québec et entend prendre toutes les mesures nécessaires, à la veille de la belle saison, pour mater ces vauriens et rassurer les résidents et les commerçants de la Place d'Youville.

Dans la nuit de samedi, le Vieux-Québec a été le théâtre d'une violente émeute, lorsqu'une foule estimée à quelque 1500 jeunes en est venue aux coups avec les policiers.

C'est en répondant à un appel routinier concernant une plainte formulée par un automobiliste, qui venait de constater qu'une vitre de son auto avait été fracassée par des vandales, que les choses se sont gâtées. Les agents ont été accueillis par toutes sortes de projectiles, lancés par des jeunes à la vue de la voiture de police.

À quelques pas de là, une autre bande de jeunes a allumé un incendie avec des ordures sur la Place d'Youville. Encore une fois, les agents ont dû battre en retraite devant l'air menaçant des jeunes.

Le sergent Yves Turcotte, de la police de Québec, a expliqué hier en fin d'après-midi, que les choses se sont vraiment envenimées lorsque le Café d'Auteuil et le Capitole se sont vidés. C'est à ce moment qu'environ 1500 personnes se sont retrouvées dans la rue.

Comme l'a expliqué le policier, il ne suffit souvent que de quelques têtes fortes et un peu trop de boisson pour que les hostilités soient déclenchées.

Les premiers renforts policiers dépêchés sur les lieux ont été accueillis par une pluie d'objets, les jeunes lançant en direction des



PHOTO PC

Une jeune fille console un ami qui vient d'être maîtrisé au poivre de Cayenne.

agents tout ce qui leur tombait sous la main. D'autres incendies ont également été allumés dans les environs des rues Saint-Jean et Auteuil, non loin des portes Saint-Jean et Saint-Louis, ainsi que sur la rue Dauphine.

Le poivre de Cayenne utilisé par les agents afin de tenter de mater la rébellion n'a eu que peu d'effet, les jeunes préférant résister aux policiers que de se disperser. Des pierres et des bouteilles ont été lancées en direction des agents et les véhicules de police sont devenus des cibles de choix. D'autres automobiles ont aussi été endommagées et les vitrines de nombreux commerces situés dans les alentours ont été brisées.

La police de Québec a dû recourir à une quarantaine d'agents de sa section anti-émeute et utiliser les

gaz lacrymogènes afin de réussir à disperser la foule. Les jeunes ont alors fui dans toutes les directions, saccageant sur leur passage plusieurs vitrines de commerces.

La calme est finalement revenu vers 3 h 30, le Vieux-Québec avait alors les allures d'un véritable champ de bataille.

Au total, 16 personnes ont été arrêtées, dont trois adolescents. Des accusations de méfait, d'avoir participé à une émeute et de voie de faits contre des policiers ont été portées contre les jeunes.

La police rapporte que huit de leurs ont été blessés lors de cette émeute, dont deux assez sérieusement. Un des agents a été atteint à la main par un bloc de ciment et un autre a été blessé à un coude. Les six autres policiers qui ont été blessés ont subi des lacerations.

Dès hier soir, la direction de la police de Québec avait affecté plus de patrouilles à ce secteur de la ville afin de prévenir tout nouveau trouble.

Hier après-midi, les propriétaires des différentes boutiques saccagées par les vandales s'affairaient à ramasser les débris de verre dans leur commerce. Les commerçants craignent que ces jeunes voyous donnent un « mauvais nom » à la ville à l'approche de la saison touristique et fassent fuir les touristes qui refuseront de fréquenter le Vieux-Québec si des événements semblables se reproduisent.

Les commerçants et les résidents de ce secteur estiment que la police est trop permissive au sujet de la consommation d'alcool sur la place publique.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Une beauté à la verdure

Pour la quatrième année consécutive, le Comité des citoyens pour l'aménagement du boisé Saint-Sulpice a récidivé hier, en procédant à son opération de nettoyage de la petite forêt et à la plantation de quelque 300 nouveaux arbres. Papiers, contenants vides et branches mortes ont été ramassés afin de refaire la toilette de ce coin de verdure en milieu urbain.

Les citoyens s'opposent à ce que tout Villa-Maria soit transformé en quartier résidentiel

ÉRIC TROTTIER

Les citoyens du quartier Notre-Dame-de-Grâce ne sont pas complètement opposés au projet de « développement » domiciliaire du monastère du Précieux-Sang, mais la consultation publique entreprise hier montre qu'ils veulent à tout prix éviter que la Ville et les promoteurs ne poursuivent leur lancée en transformant tout le secteur Villa-Maria en quartier résidentiel.

« Notre quartier a été suffisamment hypothéqué, mutilé et défiguré par la construction de l'autoroute Décarie. De grâce, épargnez-nous d'avoir à revivre une telle horreur pour le secteur Villa-Maria », a déclaré Sylvie Laurendeau, mère de famille qui déplore le manque d'espaces verts dans NDG et qui souhaite que la Ville s'entende avec les congrégations religieuses propriétaires du terrain boisé, pour le rendre accessible au public.

Mme Laurendeau a fait cette déclaration, hier, au premier jour des audiences sur l'avenir du secteur Villa-Maria, organisées par un groupe de citoyens à la suite de la décision de la Ville, l'année dernière, de permettre à un promoteur de faire construire des immeubles d'appartements et des maisons de ville sur le terrain du monastère du Précieux-Sang.

Le tout NDG s'oppose au projet parce que personne ne sait trop ce qu'il adviendra du reste du site Villa-Maria par la suite. Les citoyens craignent en effet que les soeurs de la Providence et celles de la Congrégation Notre-Dame ne veuillent vendre à leur tour une partie de leur magnifique terrain boisé à des promoteurs désireux eux aussi de « développer » ce secteur.

Ruth Dunskey a dit que, non seulement le secteur Villa-Maria est un espace vert exceptionnel, « mais c'est aussi un terrain qui a une valeur historique, qu'on devrait

protéger comme tel ». Elle déplore le fait que l'administration municipale n'ait jamais pris la peine d'écouter les récriminations des citoyens au sujet de ce projet. « M. Bourque semble penser que n'importe quel développement est bon pour sa ville, même si ça diminue la qualité de vie des Montréalais. C'est très frustrant », a dit Mme Dunskey.

D'autres organismes, comme l'Heritage Montréal et l'Association des parents-enseignants de l'école Villa-Maria, ne s'opposent pas au développement du monastère des soeurs du Précieux-Sang, mais y apporteraient plusieurs correctifs.

La consultation publique se poursuit aujourd'hui et demain au Manoir NDG. L'administration Bourque écouterait-elle ses citoyens quand les commissaires lui enverront leur rapport, à la fin du mois ? Force est de croire que non, puisque le responsable du dossier à la Ville, Pierre Goyer, ne cesse de répéter que le dossier est classé.

Mais l'organisateur de la consultation, Roger Rashi, reste optimiste : « La Ville ne voulait pas participer à ces audiences, mais elle a quand même dépêché un observateur, a déclaré M. Rashi. Ça prouve qu'on les a forcés à tenir compte de notre consultation. Pour nous, c'est une demi-victoire... »

« Le Québécois pure laine n'existe pas », dit Jean Garon

ÉRIC CLÉMENT

Invité par le Mouvement indépendantiste démocratique inter-québécois (MIDI) à prononcer un discours sur le projet souverainiste, hier à Montréal, l'ex-ministre Jean Garon a plaidé pour une intégration en français des Néo-Québécois.

« Les Québécois sont des Nord-Américains de langue française et ça n'exclut personne, a lancé le ministre. Un Québécois pure laine, ça n'existe pas. »

Le ministre, très en verve, a expliqué qu'il était Irlandais par sa mère et que vraisemblablement 25 % des Québécois avaient du sang irlandais. « Le Québécois a des origines multiples, pas seulement françaises, mais il parle français, a dit le ministre. Il n'y a rien de mal à parler l'anglais. Ce serait même bénéfique que de nombreux Québécois parlent l'anglais et même l'espagnol. »

Jean Garon estime que l'intégration des immigrants au Québec est une oeuvre de longue haleine qui finit par donner des résultats surprenants. « Les Italiens sont tellement intégrés que des Québécois pensent que la piz-

za, ça vient d'ici ! a-t-il dit. Il faut montrer que les Québécois ne sont pas divisés et que tout le monde apporte sa contribution. »

Une personne a demandé au ministre si la langue était la seule chose qui pouvait relier les Québécois. « La participation n'est-elle pas aussi un bon moyen d'intégration ? » a-t-elle ajouté.

Jean Garon a cité le Mouvement Desjardins, la Caisse de dépôt et les épiciers indépendants, mais regroupés entre eux, pour illustrer la tradition de coopération des Québécois.

« Nos ancêtres étaient tous des quéteurs car ceux qui avaient de l'argent sont repartis, a-t-il lancé en riant, avant d'ajouter « le mouvement néolibéral est très fort en ce moment. »

Quant un participant a demandé pourquoi les minorités ethniques étaient aussi peu représentées dans les administrations, le ministre a eu du mal à répondre, tout comme lorsque la présidente du MIDI, Lidi Costache, a estimé que la « défaite » du dernier référendum était due au fait que le PQ avait « oublié les ethnies ».

Les fusions municipales n'entraînent aucune économie d'échelle, affirme Parizeau

CLAUDE-V. MARSOLAI

L'ex-premier ministre Jacques Parizeau a jeté une pierre dans la mare tranquille du gouvernement québécois en déclarant hier aux assises annuelles de l'UMQ que le regroupement des municipalités n'entraîne aucune économie d'échelle et qu'il ne sert en réalité que pour les « commodités du gouvernement ».

« Dans le passé, on croyait que plus une municipalité grossissait moins cela coûtait cher. Or, exception faite des services d'aqueduc, il n'y a pas d'économie d'échelle à l'augmentation de la taille des municipalités », a affirmé celui qui a présidé, il y a dix ans, la Commission sur l'avenir des municipalités.

Questionné à ce sujet lors d'un point de presse, le ministre des Affaires municipales Rémy Trudel a répliqué que les derniers chiffres de son ministère démontraient qu'il en coûtait aussi cher per capita d'administrer une petite municipalité de moins de 500 habitants que la grande ville de Montréal.

M. Trudel compte bien en faire la démonstration lors de la réunion du Lac-à-l'Épaulé, avec le monde municipal, qui se tiendra les 23 et 24 mai prochains dans la région de Trois-Rivières.

Lors de son allocution devant les élus municipaux, M. Parizeau a soutenu qu'à titre d'ex-premier ministre il n'avait qu'un seul regret, celui de n'avoir pas aboli les com-

missions scolaires qui, actuellement, grugent le champ de taxation foncier des municipalités.

Par contre, il se félicite d'avoir reconnu, au moment où il présidait la Commission sur les municipalités, le phénomène du « trou de beigne » qui afflige les villes-centre. « Le gouvernement aidait les banlieues et la ville-centre qui devait assumer entièrement ses services se retrouvait avec un taux de taxation de deux à trois fois supérieur. Nous avons tenté de résoudre le problème en aidant Montréal et en créant la Commission de la capitale nationale. »

Les finances publiques

En ce qui concerne le déficit des finances publiques qu'il qualifie de problème fondamental de l'heure, M. Parizeau a soutenu qu'il avait été initié par le gouvernement fédéral, qui a commencé au début des années 1990 à pelletter ses factures chez les provinces. « M. Ryan l'avait vu venir et il avait décidé de transférer 410 millions de responsabilités nouvelles aux municipalités sans compensation. Nous avons réussi à le limiter à 280 millions. »

Il a rappelé que l'an dernier, le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, avait envoyé au gouvernement québécois une facture de 1,5 milliard de dollars. Au même moment, les municipalités n'ont écopé qu'une facture de 40 millions à laquelle est venue s'ajouter en 1996 une note de 46 millions.

Se disant en total accord avec le gouvernement Bouchard dans son objectif d'éliminer le déficit, il a demandé aux municipalités d'être aussi solidaires et d'éviter d'exiger du gouvernement qu'on lui rembourse 100 % des en-lieux de taxes. Ce n'est pas possible dans les conditions actuelles », dit-il.

Par contre, M. Parizeau appuie les élus municipaux dans leur demande de modifier le régime des relations de travail, qui accorde le droit de grève aux employés municipaux tout en leur donnant l'autorité de déterminer les services essentiels à maintenir, alors que les villes sont privées du droit au lock-out. Enfin, il s'est dit tout à fait en accord avec la demande d'alléger les normes et interdictions qui font en sorte que pour l'installation d'un simple abreuvoir dans un parc municipal, il faut l'autorisation du ministère de l'Environnement.

Par ailleurs, les élus municipaux ont, en assemblée plénière, réitéré leur opposition au projet de loi 135 qui a pour but de retrancher 46 millions sur le produit de la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité, qui est normalement redistribuée en entier aux municipalités.

Enfin, les élus ont demandé au gouvernement de leur assurer une certaine protection juridique en leur accordant l'immunité parlementaire lorsqu'ils siègent aux assemblées de conseil.

649 Tirage du 96-05-04

27 38 39 43 44 49

34

Extra Tirage du 96-05-04

NUMÉROS 723447 100 000 \$
23447 1 000 \$
3447 250 \$
447 50 \$
47 10 \$
7 2 \$

Banco Tirage du 96-05-04

2 7 10 22 29
31 34 35 40 43
46 48 52 56 62
65 67 68 69 70

SELECT Tirage du 96-05-04

7 17 30 35 41 42

Numéro complémentaire: 4

MISE-TOT 18 20 37 42

GAGNANTS 45 LOTS 1 111,10 \$

SUPER 7 Tirage du 96-05-03

2 6 16 21 26 28 34

Numéro complémentaire: 9

Extra Tirage du vendredi

NUMÉROS 375426 100 000 \$
75426 1 000 \$
5426 250 \$
426 50 \$
26 10 \$
6 2 \$

Ventes totales: 5 922 532,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 2 500 000,00 \$
Prochain tirage: 96-05-10

TVA, LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

URGENT!

D' Sandra Castro
38 ans, gynécologue

Souffre de fibrose pulmonaire avancée.

Seule une greffe de poumon peut lui permettre de vivre!

MONTREAL

Mme Liza Frulla
Députée, Assemblée nationale

Moi, j'ai signé ma carte de don d'organes.

Et vous?

LE DON DE LA VIE

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A ACCÉDER Internet, sites, tous à l'heure, territoire protégé, 1/2 million/an possible, comptant 15 000\$, balance financière. 361-5709

AUBURN, départeur avec bâtisse à revenus, bien situé à St-Hubert. Gestion M.A.S. bolis vocale. 851-8445

FRANCHISE Sport aux Pices, mise de fond 35 000 \$, (514) 569-7767

MINI-LABORATOIRE 1995, développement 1 h, 463-5266, 461-5306.

NOUVEAU - NOUVEAU - NOUVEAU Faites fructifier vos économies sans aucun risque avec une compagnie bien en vue sur le marché canadien, membre du B.B.B. Devenez distributeur d'un produit très connu mondialement, clientèle fournie, nos concepts de machines distributrices sont exclusifs à nos distributeurs. Aucune compétition. Travailler 4 à 5 heures/semaine et empocher des revenus pour une semaine complète. Garantie à 100% faites vite, les routes sont limitées. Investissement 15 900 \$. Inf. 633-2467

UN CONCEPT INNOVATEUR

Distributeur/trice/s demandé(s) pour nouvelle vague de distributeurs compacte à cigarette, mieux adaptée au marché d'aujourd'hui. Territoires exclusifs pour divers régions du Québec. Potentiel de revenu très intéressant. Concept de main investissement 19 900\$ 629-1618

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

ARGENT pour marketing, ou idée équivalente, 10 000 \$ et +. Nouveau fauvel valet, lampe pour enfant, casque pour sport à 2 \$ 731-6255.

714 FRANCHISES

OCCASION d'affaires pour la région de Montréal. Projet novateur dans le domaine des systèmes d'information touristique assisté par ordinateur. Candidats/bis bilingues seulement. 418-524-8404

TELECOMMUNICATION

Le seul franchiseur en télécommunication au Canada recherche des entrepreneurs dynamiques, pour diverses régions au Québec. Potentiel de revenu très intéressant. Investissement net 25 000 \$.

Contacter (514) 952-8576

AVIS

950 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que Siders Sinters, domicilié à 8125 Outremont, Montréal, Québec, H3N 2M5, présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Steve Siders Sinters. Montréal, le 17 avril 1996.

LIQUIDATION • LIQUIDATION

Surplus de manufacturiers, d'importateurs, de fermetures, etc.

Tout pour la salle de bain

Baignoire régulière, à tourbillons, thérapeutique, douches, robinets, bidets, toilettes silencieuses ou régulières, lavabos, évier de cuisine, tous les accessoires, etc.

Fabrication d'armoires de cuisine et de meubles-lavabos sur place par un ébéniste d'expérience.

MARQUES DE PRESTIGE:
American Standard, Blanco, Bandini, Selles, etc.

de 50 à 75% de rabais sur tout

NOUVEAU

Douche en verre trempé incluant:

- robinet thermostatique
- installation*

Régulier 4 900 \$ • Spécial 1 999 \$

*Selon standard

TRANSIT
576, boul. Guimond
Longueuil
928-1616
Ouvert le dimanche

E.S.B.
8954 rue Lajeunesse
Montréal
388-4888
Ouvert le dimanche

loto-québec résultats

SUPER 7 Tirage du 96-05-03

2 6 16 21 26 28 34

Numéro complémentaire: 9

Extra Tirage du 96-05-03

NUMÉROS 375426 100 000 \$
75426 1 000 \$
5426 250 \$
426 50 \$
26 10 \$
6 2 \$

Le Mini Tirage du 96-05-03

NUMÉROS 396726 50 000 \$
96726 5 000 \$
6726 250 \$
726 25 \$
26 5 \$

39672 1 000 \$
3967 100 \$
396 10 \$

Quintenne Tirages du 96-04-28 au 96-05-04

3 4

DIMANCHE 241 8533
LUNDI 112 4820
MARDI 085 8035
MERCREDI 157 8729
JEUDI 895 5494
VENDREDI 633 5810
SAMEDI 725 8067

Banco Tirage du 96-05-03

7 11 12 21 24
27 33 34 36 38
39 44 53 54 56
60 63 66 67 70

PROPRIÉTÉS DE PRESTIGE

LE DOMAINE VALMONT À MONTEBELLO

CHÂTEAU NORMAND construit en 1949 en pierre de taille avec toit de cuivre. 21 pièces, 10 chambres dont 4 avec salle de bain, 7 foyers. Les aires communes donnent sur le sud. Ce mode de vie SANS PAREIL comprend 100 acres privées, une chapelle (pierre de taille, toit de cuivre), une ferme et un champ de pratique de golf. 2 000 000 \$CAN. Frais de visite: 100 \$.

Andrée Plouffe, ROYAL LePAGE
Courtier immobilier agréé
819-595-1845

À LORRAINE

Maison modeste tout équipée, décorée par Fraser, sur magnifique terrain boisé. À partir de 300 000 \$. Visite du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, le samedi et le dimanche de 12 h à 17 h. 205, boul. de Gaulle (accès par l'aut. 640, sortie 26, à l'est de l'aut. 15). Roger Pilon Const. Inc., 621-6500.

SAINT-BRUNO

Propriété imposante sur rue cul-de-sac et terrain de 11 016 pi. Environnement très privé et sécuritaire, adossée à un boisé et pistes de ski de fond. Plusieurs extras incluant piscine creusée, boiseries en chêne blond, garde-robes en chêne, etc. Environ 75 000 \$ sous l'évaluation. Très négociable.

Suzanne Harvard-Grisé, Royal LePage Inc., 633-2496

OUTREMONT-EN-HAUT 1 575 000 \$

Définitivement une des plus belles propriétés de Montréal et des environs. Construite en 1918 en pierres taillées avec «coach house», elle offre de généreuses boiseries en chêne sculptées à la main et d'inspiration Louis XV. Il vous faut la visiter! Pour un rendez-vous, veuillez appeler:

Sandra Anne Kovachevich
634-3706 / 697-4460
Royal LePage Courtier immobilier agréé

LAVAL-SUR-LE-LAC

Bord de l'eau navigable. Cottage rénové de 3 ch., solarium, piscine, patio, thermo-pompe, foyer, grand terrain, magnifique vue sur le lac avec coucher de soleil à l'ouest. Succession, doit vendre. 495 000 \$. Remax 2001 Inc. Louise Rivest, 625-7001.

LE MORRIS BOISBRIAND

Vue sur la rivière, terrain boisé 15 000 pi., construction 1995. Prestigieuse propriété, 4 chambres, 3 s. de bains, 2 foyers, finition de haute qualité. 359 000 \$. 435-0217.

VOUS AVEZ UNE PROPRIÉTÉ À VENDRE?

Un espace vous est offert à partir de 98,80 \$ taxes en sus.

Réservez-le sans tarder en appelant le: 285-7062.

PARTICIPATION
Le mouvement pour la santé active

Bardot et l'abbé Pierre : mêmes combats douteux

PARIS



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale

B Bardot et l'abbé Pierre : après l'affaire des vaches folles, voilà que les vaches sacrées, en France, deviennent folles à leur tour.

Les deux affaires n'ont pas la même importance, car Brigitte Bardot ne continue de briller — assez faiblement — qu'à la manière des étoiles mortes depuis longtemps. Tandis que l'abbé Pierre, malgré ses 84 ans et une assez longue éclipse dans les années 60-70, était hier encore au sommet de sa gloire. Il n'y a pas une enquête d'opinion qui ne le place en première position, et les équipes de télé se déplacent au premier claquement de ses (saints) doigts, qu'il s'agisse de Maliens sans logis squattant un immeuble vide, ou de sans-papiers menacés d'expulsion vers leur pays d'origine.

L'abbé Pierre, qui se bat (noblement) contre la pauvreté et l'exclusion mais répète inlassablement le même discours plutôt simpliste, partage les hautes cimes de l'idolâtrie avec un autre vieux monsieur qui promène à travers le monde un discours lui aussi fort simple : « Dans quel état laisserons-nous le monde aux générations futures ? » Il s'agit du commandant Cousteau, un écologiste fort honorable, mais dont l'incroyable popularité laisse songeur.

Les Français ont une propension unique au monde à se diviser sur tous les sujets importants — Robespierre, le millénaire capétien, et aujourd'hui Clovis (faut-il le célébrer après 15 siècles ou non ?) — et à s'entre-tuer à propos de l'école ou de la République. Tous les grands hommes et les événements majeurs de leur histoire sont matière à polémiques et affrontements. Mais, assez curieusement (ou par un banal phénomène de compensation), les seuls personnages à provoquer le consensus et à faire l'unanimité sont des figures angéliques, des préteurs de bonté et de charité à la limite de la naïveté et de l'infantilisme. Le comédien Coluche devient l'un de ces « saints laïques » le jour où il cessa d'être drôle, intelligent et méchant et se consacra jour et nuit aux Restos du cœur. Les médias se l'arrachaient et les leaders politiques se battaient pour poser à son côté. Quand on célèbre aujourd'hui sa mort (dans un acci-

dent de moto), cela prend des allures de pèlerinage mystique.

L'abbé Pierre — qui fit d'ailleurs quelques grands numéros de duetiste avec Coluche avant la mort de ce dernier — a donc été consacré orateur en chef de la République. S'il défend une douzaine de sans-logis, ceux-ci sont assurés de trouver un toit le lendemain : on l'a même déjà vu arriver sur les lieux d'une de ces manifestations... avec l'équipe de télévision ! Et, bien sûr, les présidents et premiers ministres sont trop heureux de le recevoir à sa demande. C'est devenu au fil des ans un tel phénomène mystico-médiatique que le célèbre abbé, qui fait toujours un « malheur » à la télé, s'est mis à se prononcer de façon péremptoire sur les sujets les plus divers : contre la guerre en Irak, sur la manière militaire d'en finir avec les Serbes en Bosnie, etc. Quand on scrutait le détail de ses déclarations, on pouvait être frappé par leur caractère franchement incohérent, pour ne pas dire plus. Mais toutes les paroles du saint homme étaient sacrées, comme celle de ces prophètes auto-proclamés qui ont toujours sévi en Russie.

L'abbé Pierre croyait-il que désormais il pouvait absolument tout se permettre ? ou est-il franchement atteint par la limite d'âge et a-t-il été victime de manipulations de son entourage ? Toujours est-il qu'à la mi-avril on rend publique

la lettre de soutien qu'il a adressée à son très vieux ami Roger Garaudy, ex-dirigeant communiste, et ex-chrétien converti à l'Islam plutôt intégriste. Celui-ci, considéré comme un halluciné, grand défenseur de Kadhafi, Khomeiny ou Saddam Hussein, a publié un livre ouvertement « négationniste », où il dénonce parmi les « mythes fondateurs de la politique israélienne », celui du génocide de la dernière guerre. Garaudy emboîte allègrement le pas au « professeur » Faurisson, explique les fours crématoires des camps par la nécessité en 1945 d'incinérer les victimes de l'épidémie de typhus, etc. Bref le délire habituel des négationnistes, pour qui l'Holocauste fut une invention des Juifs pour justifier la politique israélienne...

C'est peu de dire que la prise de position de l'abbé Pierre — assortie d'arguments confus et de parallèles fumeux avec des récits bibliques — a provoqué la consternation chez ses innombrables fidèles. Devant l'énormité du scandale, le saint homme a passé les dix jours suivants à tenter de s'expliquer, de se rétracter puis de récidiver, avant de se rabattre sur une position de compromis pour qui a achevé de le déconsidérer. L'abbé Pierre avait-il sombré dans le gâtisme et pris position dans le seul but de plaire à son vieux copain Garaudy ? ou cédé à l'influence de certains proches, anciens des Brigades rouges voués sans limite à la cause

palestinienne et donc à une forme certaine d'antisémitisme délirant ? En tout cas l'idole s'est retrouvée passablement ébréchée.

Brigitte Bardot n'est plus l'idole qu'elle a été. Surtout depuis qu'elle a manifesté, il y a six ans, sa forte sympathie pour l'extrême-droite de Jean-Marie Le Pen, et épousé l'un de ses proches conseillers.

Mais la lettre qu'elle a envoyée au *Figaro* le 26 avril sous le prétexte de dénoncer les abbayes rituelles de moutons par les musulmans français pour la fin du Ramadan dépassait les limites de l'entendement. Seule la gloire (passée) de l'actrice explique sa publication. Mais, il n'y a pas longtemps encore, BB pouvait convoquer dans la demi-heure toutes les télévisions quand il s'agissait de se porter à la défense des pauvres animaux.

Se présentant comme « une Française de souche... la plus célèbre à l'étranger avec De Gaulle et la tour Eiffel », elle dénonce « l'invasion de la France par une surpopulation étrangère, notamment musulmane, à laquelle nous faisons allégeance. De ce débordement islamique nous devons subir toutes les traditions ». Suivent des descriptions dantesques de « lieux d'épouvante où NOS animaux subissent des supplices... pendant que des gosses éblouissants de sang baignent dans ce magma de terreur »...

Rude semaine pour les vaches sacrées françaises.

La taille des cabinets politiques enfle à vue d'oeil

Presse Canadienne
QUÉBEC

Une directive de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau de limiter à cinq attachés la taille des cabinets politiques de chaque ministre est depuis longtemps oubliée dans le gouvernement du Parti québécois.

Une récente compilation du personnel politique de chaque ministre indique que la plupart des ministres comptent plus d'attachés

politiques que la quantité prescrite par celui qui a dirigé le gouvernement de 1994 à 1996.

Certains super-ministres, comme le ministre de l'Économie, Bernard Landry, celui des Ressources naturelles, Guy Chevrette, celui de la Santé, Jean Rochon, ou la ministre de l'Emploi, Louise Harel, comptent sur l'aide d'au moins une douzaine d'adjoints politiques.

Par contre, l'augmentation du personnel n'a rien coûté de plus aux contribuables puisque la masse

salariale versée est demeurée la même que sous M. Parizeau : c'est le niveau des salaires individuels qui a chuté.

Le plus haut salarié est Gilbert Charland, chef de cabinet du premier ministre Lucien Bouchard. M. Charland touche des émoluments annuels de 105 000 \$.

La plupart des chefs de cabinet des autres ministres gagnent aux environs de 90 000 \$ par année, mais il y a des exceptions comme la chef de cabinet du ministre du Tra-

vail, Matthias Rioux, qui ne touche que 65 000 \$.

Il faut noter que les employés de cabinet n'ont pas la permanence des fonctionnaires et perdent leur emploi en même temps que leur ministre.

Marthe Lawrence, porte-parole du premier ministre Lucien Bouchard, trouve normal que certains ministres jouissent d'une équipe d'adjoints plus considérable, compte tenu de l'ampleur de leur tâche.

Sous Jacques Parizeau, les cabinets politiques coûtaient annuellement 16,4 millions \$. Ils coûtent 16,5 millions \$ sous Lucien Bouchard. Le montant atteignait 18,5 millions \$ sous Daniel Johnson.

Sous l'administration de Robert Bourassa, la rémunération du personnel politique des cabinets avait atteint un chiffre record de 23 millions \$, mais il faut dire que le conseil des ministres avait compté jusqu'à 30 membres à un moment donné.

La police arrête le meurtrier de Tanya Smith

Presse Canadienne
ABBOTSFORD, C.-B.

La petite communauté rurale d'Abbotsford respire un peu mieux depuis que la police a mis la main sur le présumé meurtrier qui l'avait défilé en profanant la pierre tombale d'une jeune fille qu'il avait sauvagement assassinée.

La police a accusé Terry Driver, 34 ans, du meurtre prémédité de la jeune Tanya Smith, 16 ans, qui a été assassinée l'automne dernier à coups de bâton de baseball avant d'être jetée dans une rivière.

Driver a aussi été accusé de tentative de meurtre sur une amie de la victime, Misty Cockerill, 16 ans, qui avait elle aussi été sauvagement battue.

Le suspect a été arrêté vendredi soir après qu'il se soit rendu au poste de police avec son avocat.

La police d'Abbotsford a indiqué que Driver, fils d'un officier de police à la retraite, apparaîtra devant un juge lundi.

Susan Einarsson, qui travaille à la station de radio devant laquelle le meurtrier avait effrontément déposé la pierre tombale de la victime en plein jour, a été soulagée par cette arrestation. Le meurtrier avait choisi de laisser son sinistre message sur l'emplacement de stationnement de Mme Einarsson. On pouvait entre autres lire sur la pierre tombale mutilée « J'en veux d'autres » et « Je suis encore là ».

La Sève PNL
depuis 1989

Programmation Neuro-Linguistique
RESSOURCEZ-VOUS...

Découvrez des outils performants de gestion de soi, de gestion du stress, de communication, de guérison, de changement, de réussite et plus encore...

avec Diane Tremblay et ses invités

PNL : programme complet et intensif de formation (déductible d'impôt)

Aussi :

- Conférences
- Formation en Reiki
- Marche sur le feu
- Ateliers sur le deuil
- Atelier sur les sectes
- Spectacles "la voix du cœur"
- Ateliers jeunesse

Demandez notre programme au (819) 463-3261 ou 1 800 561-3261.

La Sève PNL 10, ch. du Lac-Long C.P. 39, lac Blue Sea (Québec) J0X 1C0

LES MAISONS DE VILLE NEUVES LES PLUS ABORDABLES À L'ÎLE DES SOEURS...

OCCUPATION JUILLET

A partir de **1300\$** mois (tout inclus)

Il fait bon vivre dans une maison bien à soi!

- De spacieuses pièces
- Un garage double
- généreusement baignées
- Une immense terrasse adjacente à la cuisine et la dinette

Une résidence où le présent a de l'avenir

- En préconstruction, le grenier peut être aménagé en loft et servir de chambre, de bureau, vivoir ou autre

Encore plus accessible en ce moment !

- Paiement mensuel incluant hypothèque, frais d'entretien et taxes. Les paiements sont basés sur un montant de 10% et une hypothèque de 90% à un taux de 6%, amortie sur 25 ans, incluant les frais d'assurance hypothécaire.

Hâtez-vous et visitez-nous maintenant!

20, rue Berlioz
Île des Soeurs

769-4524

S.Q.A. A.Q.S.A. Société québécoise de l'autisme

2300, boul. René-Lévesque O.
Montréal, Québec, H3N 2R5
(514) 931-2215

L'autisme est un trouble envahissant du développement qui empêche nos enfants de comprendre correctement ce qu'il voit, ce qu'il entend, ce qu'ils ressentent.

Donnez généreusement: 931-2215 MERCI!

BRANCHE PLEINS

UN SALON POUR TOUTE LA FAMILLE!

En collaboration avec: **QUÉBEC/MICRO!**

LE PLUS GRAND SALON D'INFORMATIQUE ET DES TECHNOLOGIES À DOMICILE!

1996 PC EXPO PRINTERS MONTRÉAL

10, 11, 12 MAI

PAIS DES CONGRES DE MONTRÉAL

DATES & HEURES D'OUVERTURE:

Vendredi 10 mai 10H00 à 18H00
Samedi 11 mai 10H00 à 18H00
Dimanche 12 mai 10H00 à 18H00

Ligne InfoFax: (514) 981-8280

ENTRÉE GRATUITE Pour 1 unité personnelle avec ce coupon, votre carte d'affaires personnelle et 1 page d'identité (18 ans et plus)

JOURNÉE ÉDUCATION Enseignants et étudiants de moins de 18 ans avec pièce d'identité

5\$ Admission individuelle

7\$ Admission individuelle

SERVICE GRATUIT 875-Bell

Le service InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-Tone™.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

Nouvelles en bref

La Une: 110
Nouvelles locales: 120
Nouvelles sportives: 130
Nouvelles économiques: 140
Nouvelles nationales et internationales: 150
Arts et spectacles: 160
En primeur: 170

Résultats de la loterie

6/49: 411
Lotto Super 7: 412
Sélect 42: 413
Banco: 414
La Quotidienne: 415

Bulletins météorologiques d'Environnement Canada

Région de Montréal: 421
Prévisions à long terme (Montréal): 422
Estrie, Québec, Laurentides: 423
Villes canadiennes: 424
Villes américaines: 425

Commentaires aux chroniqueurs de La Presse

Claude Picher: 241
Réjean Tremblay: 242
Pierre Foglia: 243

Info-Affaires™ Bell

À surveiller cette semaine: 311
Nouveaux médias, nouvelles technologies: 321
Causeries et conférences d'affaires: 331
Perfectionnement en gestion: 341
Marketing, communication, vente et service à la clientèle: 351
Production, qualité et environnement: 361
Ressources humaines et formation: 371
Informatique: 381

Produits et services de Bell

Téléconférence et vidéoconférence: 530

Services de La Presse

Service des abonnements: 610
Annonces classées: 620
Publicité: 630
Rédaction: 640
Information sur les concours: 650
Renseignements généraux: 660

INFO-ARTS Bell

À surveiller cette semaine: 710
Danse: 720
Musique et art lyrique: 730
Théâtre: 740
Variétés et humour: 750
Expositions et musées: 760
Service personnalisé (accès direct): 770

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais * Bref

La Presse

Bell

InfoBref • InfoBref • InfoBref

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



ALGÉRIE

Ancien ministre abattu

■ L'ancien ministre de l'Intérieur Mohamed Hardi, 53 ans, a été assassiné hier après-midi à Oued Smar, dans la banlieue sud-ouest d'Alger, ont annoncé les services algériens de sécurité. Il a été tué par « trois criminels armés », terme désignant les islamistes armés, dans le parking d'une entreprise publique. Il avait été ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Bélaïd Abdesslam (juillet 1992 — août 1993). Il avait affirmé après une vague d'attentats contre les intellectuels qu'« il n'y aura jamais de clémence à l'égard des terroristes et des criminels et qu'il n'y aura jamais de négociations avec la direction politique criminelle du Front islamique du salut (FIS — dissous) ». Le meurtre d'hier intervient au milieu d'une vague d'attentats qui ne sont pas rendus publics, en raison de la censure imposée à l'information touchant à la sécurité.

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

Combats à Grozny

■ Un violent accrochage a opposé hier les séparatistes tchétchènes aux troupes du ministère russe de l'Intérieur au siège de ces dernières à Grozny. Les séparatistes se sont engagés à durcir la lutte contre Moscou après la mort de leur dirigeant Djokhar Doudaïev, tué dans la nuit du 21 au 22 avril par un missile russe. Le président Boris Eltsine s'est prononcé vendredi pour la tenue de pourparlers tripartites entre les autorités fédérales, le gouvernement tchétchène mis en place par Moscou et les séparatistes. Mais les indépendantistes ont diffusé le même jour à Grozny un communiqué demandant « l'arrêt de la guerre et le départ des troupes russes ».

d'après Reuter

ESPAGNE

José Ternera écroué

■ La justice espagnole a décidé hier d'écrouer l'ancien dirigeant de l'organisation séparatiste basque ETA, Antonio Urritikoetxea, alias « Josu Ternera », à la prison d'Alcala Meco (près de Madrid). Le juge de l'Audience nationale (plus haute instance pénale) a ordonné, après l'avoir entendu, l'envoi en prison de cet activiste basque de 45 ans, expulsé de France dans la nuit de vendredi à samedi, pour délits d'appartenance à bande armée en qualité de dirigeant, possession illicite d'armes et faux et usage de faux. Il purgeait à Toulouse une peine de dix ans de réclusion pour participation à une association de malfaiteurs à caractère terroriste.

d'après AFP

KHARTOUM

Cinquante morts

■ Cinquante personnes ont été tuées lorsqu'un avion soudanais affrété par une compagnie privée s'est écrasé vendredi soir près de Khartoum, a indiqué hier l'agence officielle soudanaise SUNA. Citant une source officielle, SUNA affirme que les 45 passagers qui se trouvaient à bord de l'avion et les cinq membres de l'équipage ont été tués lors de la chute de l'appareil dans la région d'al-Chigla, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Khartoum. La plupart des passagers sont de nationalité soudanaise, alors qu'on ignore la nationalité des autres victimes.

d'après AFP

BALTIQUE

Coopération accrue

■ Les chefs de gouvernement des États riverains de la mer Baltique ont appelé hier à Visby (Suède) à une intensification de la coopération régionale, en particulier contre le crime organisé. Dans une déclaration finale, les dirigeants réunis depuis vendredi sur l'île de Gotland ont exprimé leur soutien aux États baltes et à la Pologne « dans leur préparation en vue de l'adhésion à l'Union européenne ». Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'accroître la coopération entre les onze pays riverains de la Baltique dans la coopération entre citoyens et la sécurité civile.

d'après AFP

Personne n'ose arrêter Karadzic et Mladic

d'après Reuter et AFP
SARAJEVO

Seule l'arrestation rapide des leaders séparatistes serbo-bosniaques Radovan Karadzic et Ratko Mladic pourrait sauver le processus de paix en Bosnie, mais personne n'est prêt à en prendre l'initiative, s'alarmait-on hier dans les milieux diplomatiques.

Le « président » serbe et son chef militaire, considérés par la communauté internationale comme des criminels de guerre, continuent à gérer tranquillement 49 % du territoire bosniaque comme s'il s'agissait de l'État indépendant et ethniquement pur pour lequel ils ont bataillé durant 43 mois.

Or tout cela est contraire aux accords de paix conclus à Dayton entre les belligérants. Signés à Paris, ces textes prévoient au contraire d'en revenir à l'unité de l'ancienne république pluriethnique yougoslave et de traduire les deux chefs serbes devant un tribunal pénal international spécial.

« Il ne subsiste plus qu'une étroite « fenêtre » de six semaines à deux mois au plus pour éliminer Karadzic et Mladic faute de quoi le processus de paix de Dayton s'enlèvera », affirme un diplomate occidental en poste à Sarajevo.

« Chacun convient que le maintien de leur présence est incompatible avec les élections libres et honnêtes prévues d'ici novembre et la décision d'organiser ces élections doit être prise dans le courant de juin. Mais personne ne veut hériter du boulot de nous débarrasser d'eux. »

Aux termes des accords conclus sous la pression des États-Unis à la fin de l'an dernier à la base militai-



Le président bosniaque Alija Izetbegovic s'est rendu hier dans l'ancienne enclave musulmane de Gorazde, pour sa première visite depuis quatre ans dans cette région assiégée par les forces serbes durant presque toute la guerre. Il a été accueilli par une foule nombreuse, descendue dans la rue malgré la pluie.

re de Dayton, dans l'Ohio, les signataires sont tenus de livrer les criminels de guerre recherchés au tribunal spécial de l'ONU qui siège à La Haye.

Le gouvernement bosniaque a ainsi arrêté deux suspects musulmans et un Croate de Bosnie s'est livré volontairement. Mais la République serbo-bosniaque, où Karadzic et Mladic font la pluie et le beau temps, refuse de reconnaître la juridiction du TPI de La Haye.

Le président de Serbie, Slobodan Milosevic, a réussi à desserrer l'étau des sanctions internationales contre son pays en s'engageant à contribuer à l'application des clauses de Dayton sur les crimes de guerre. Mais aujourd'hui il se fait tirer l'oreille pour accorder ses actes à ses promesses.

La force de maintien de la paix de l'OTAN (IFOR) joue quant à elle les Ponce Pilate en arguant qu'elle n'est pas tenue d'arrêter les criminels de guerre mais seulement de les remettre à l'ONU si, par le plus grand des hasards, ils tombaient entre ses mains.

Aussi la communauté internationale reste-t-elle impuissante à se faire respecter en Bosnie en dépit des 60 000 soldats et milliards de dollars qu'elle y a engagés pour assurer le succès d'un processus de paix qui s'avère contraire au but recherché. Chaque jour qui passe fige une peu plus la partition ethnique de facto taillée à coups de sabre.

Les responsables internationaux civils et militaires en Bosnie pourraient d'ailleurs avoir à trancher la

semaine prochaine les dernières disputes entre Musulmans et Serbes sur le tracé de la ligne qui coupe la Bosnie en deux, a indiqué hier un haut officier de l'IFOR. Le général Michael Willcocks a précisé qu'il restait encore deux zones en discussion et que le commandant de l'IFOR, l'amiral Leighton Smith, et le haut représentant civil Carl Bildt seraient appelés à arbitrer le cas échéant.

Une de ces zones est une banlieue de Sarajevo, Dobrinja, que la ligne de séparation divise en deux. L'autre secteur se trouve dans la région du couloir de la Posavina, une mince bande de territoire dans le nord du pays qui relie l'est et l'ouest des territoires de la Republika Srpska (République serbe, entité serbe de Bosnie).

Aznar obtient l'appui du Parlement

Associated Press
MADRID

Deux mois après les élections législatives, le Parlement espagnol a voté hier l'investiture du nouveau chef du gouvernement José Maria Aznar, dont le Parti populaire avait préalablement obtenu l'appui des formations régionalistes.

Ce vote ouvre la voie à la formation du nouveau gouvernement. Sa composition devrait être annoncée aujourd'hui après la prestation de serment de M. Aznar devant le roi Juan Carlos.

À l'issue d'intenses tractations, le Parti populaire (PP) était parvenu la semaine dernière à des accords avec la Coalition canarienne (quatre sièges), puis le groupe nationaliste catalan Convergence et Union de Jordi Pujol (16 sièges), et enfin les nationalistes basques (cinq sièges).

Le PP ne pouvait se passer de ces appuis, faute d'avoir remporté la majorité absolue des 350 sièges du



PHOTO AP

Le nouveau chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar (à gauche), reçoit les félicitations de son prédécesseur Felipe Gonzalez.

Congrès des députés lors du scrutin du 3 mars dernier. Le parti de droite n'avait en effet obtenu que 156 représentants.

Les Cortes se sont prononcées

hier par 181 voix pour, 166 contre et une abstention pour l'investiture de M. Aznar, 43 ans, quatrième chef du gouvernement espagnol depuis le retour du pays à la démoc-

ratie. « Une nouvelle ère s'ouvre dans l'histoire démocratique de notre pays », s'est réjoui José Maria Aznar.

Pour s'attirer le soutien des partis régionalistes, M. Aznar a dû promettre plus de prérogatives propres et un contrôle partiel des revenus fiscaux aux 17 régions autonomes que compte l'Espagne. L'alliance issue de ces accords constitue un virage à 90 degrés dans l'histoire moderne du pays, la droite classique ayant toujours combattu les revendications autonomistes et culturelles des régionalistes.

Lors du débat d'investiture vendredi devant les Cortes, M. Aznar a présenté le programme qu'il entend mener après 13 ans de pouvoir socialiste. Il s'est ainsi engagé à rendre plus compétitive l'économie espagnole, à réduire la dette de la nation et à mobiliser davantage de forces à la lutte contre le terrorisme, en particulier contre les séparatistes basques de l'ETA.

Le futur chef du gouvernement a assorti ce vaste programme de promesses sociales et son ton modéré laisse augurer une législature moins tendue que la précédente.

Berlin et le Brandebourg fusionneront-ils ?

d'après AFP et Reuter
BERLIN

Près de 4,5 millions d'électeurs sont appelés à se prononcer aujourd'hui sur une nouvelle réunification après celle des deux Allemagnes en 1990, la fusion de Berlin et du Brandebourg (ex-RDA), qui se heurte à des préjugés tenaces malgré la chute du Mur.

Pour l'ensemble de la classe politique, à l'exception des communistes rénovateurs (PDS) issus de l'ancien parti communiste est-allemand, tout plaide pour l'union des deux Länder (États régionaux).

En s'unissant, Berlin (3,5 millions d'habitants) et le Brandebourg (2,5 millions) qui l'entoure géographiquement, vont pouvoir fusionner leurs administrations et économiser ainsi un milliard de DM (650 millions US) par an, un argument non négligeable pour un Land aussi endetté que Berlin.

Plus puissants face aux 14 autres Länder (pour 80 millions d'habitants au total dans les 16 États), ils auront aussi plus de poids au sein

du Bundesrat (chambre basse du parlement) qui représente les Länder à Bonn. Ils vont cesser de se faire la guerre à coups de subventions pour attirer des entreprises. De même, les grands projets d'infrastructures seront plus faciles à coordonner dans la perspective du déménagement du gouvernement de Bonn à Berlin à l'horizon 2000.

Les deux Länder n'ont pas réussi jusqu'ici à se mettre d'accord sur la construction d'un nouvel aéroport, pourtant indispensable avec l'explosion du trafic à Berlin depuis la réunification.

Les électeurs semblent pourtant plus animés par de vieilles craintes que par les nouveaux défis de la

capitale et les propos volontiers rassurants de leurs responsables politiques.

Les Berlinoises de l'Ouest, avant-poste occidental au cœur de la RDA du temps de la guerre froide, craignent d'être immergés dans une « mer rouge » est-allemande à dominante sociale-démocrate où les communistes rénovateurs auront aussi leur mot à dire.

Si l'ancien Berlin-Ouest est majoritairement chrétien-démocrate (parti du chancelier Helmut Kohl), le PDS constitue la première force politique à l'est de Berlin (36 % des voix aux dernières élections régionales) et bénéficie aussi d'une bonne implantation dans le Brandebourg (19 %).

Nombre de Berlinoises de l'Ouest voient aussi d'un mauvais oeil une possible élection à la tête du nouveau Land du social-démocrate Manfred Stolpe, le ministre-président du Brandebourg, un ancien haut responsable de l'Église protestante en RDA accusé à plusieurs reprises de collaboration avec la

police secrète est-allemande. À l'inverse, les habitants du Brandebourg ont quelques réticences à s'associer à des Allemands de l'Ouest, souvent perçus comme des profiteurs de la réunification dans l'ex-RDA où ils ont démantelé et privatisé l'économie locale au prix de licenciements massifs.

Selon un sondage réalisé fin avril pour le quotidien *Berliner Zeitung*, seuls 32 % des habitants du Brandebourg se déclarent prêts à voter en faveur de la fusion. À Berlin en revanche, les partisans s'annoncent plus nombreux (43 %) que les détracteurs (29 %).

Pour que la fusion devienne réalité, le « oui » doit l'emporter sur le « non » dans les deux Länder et, restriction supplémentaire, correspondre à 25 % au moins du nombre des inscrits. Les électeurs sont aussi appelés à se prononcer aujourd'hui sur la date de la fusion : 1999 ou 2002.

Montréal métro

Oui, une autre drôle... histoire de parcomètres

PAUL ROY

Le 17 avril dernier, Raymond Turk aperçoit un huissier en train de poser un sabot de Denver à une roue de la Toyota Celica 1984 qu'il vient d'acheter de son frère André.

L'huissier lui explique qu'il s'agit de contraventions impayées par un certain André Turk.

« Mais l'auto est à moi et André Turk c'est mon frère ! » proteste en vain notre homme. L'huissier ne veut pas voir les documents qui prouveraient la bonne foi de Raymond : la vieille plaque, qu'il a oublié d'enlever, est au nom d'André...

Ignorant les protestations de son nouveau propriétaire, donc, l'huissier fait remorquer la Toyota.

André, un gérant de crédit de 42 ans, entreprend des démarches pour récupérer l'auto de son frère cadet.

Mercredi dernier, il se présente à la cour municipale, où le juge Louis-Jacques Léger lui donne raison, déclarant la saisie-exécution pratiquée en cette cause « nulle, irrégulière et illégale ».

La cour donne donc main levée de ladite saisie-exécution, « le tout sans frais ».

Copie du jugement est livrée à André Turk en fin d'après-midi. Mais la formule IM2C qu'il a fournie à la cour et qui lui permettrait de repartir avec l'auto de son frère est introuvable à la cour municipale. Il prévient donc le bureau d'huissiers Paquette et associés qu'il ira quérir la voiture le lendemain (jeudi). « Ça va vous coûter 14 \$ pour la journée de plus », se fait-il répondre.

Il n'en croit pas ses oreilles. « La saisie était illégale, comment pouvez-vous exiger des frais ? » Il de-

mande à parler au patron. Un dénommé Serge Moniz arrive à l'appareil. Il ne veut rien entendre et raccroche même au nez de M. Turk, selon ce dernier.

Jeudi midi, c'est donc accompagné d'un journaliste et d'un photographe de La Presse que M. Turk se présente au bureau de l'huissier. La préposée refuse de lui laisser récupérer l'auto de son frère. « C'est 14 \$ », dit-elle.

André Turk appelle la police. Deux agents se pointent. Ils prennent sa version des faits, interrogent aussi M. Moniz, et déclarent qu'ils n'ont pas à s'immiscer dans une cause civile. Ils acceptent toutefois de produire un numéro de rapport. « C'est tout ce dont j'ai besoin », explique M. Turk.

Il paye alors son dû à l'huissier — se promettant bien de le poursuivre en dommages et intérêts — et retourne à la cour municipale où, le méprenant pour un avocat, on finit par trouver et lui remettre le formulaire IM2C, introuvable jusque-là. Il peut aller chercher l'auto. Son frère est sorti du pétrin.

Mais pas lui. La Ville lui réclame 1882 \$ pour les amendes impayées. La plupart de ces amendes remontent à 1986, alors qu'André Turk travaillait rue Sherbrooke Ouest et y stationnait son auto. Aux deux heures, il descendait nourrir le parcomètre et remontait boulonner. Parfois, il oubliait, descendait trop tard... Zut ! Encore 20 \$!

En 1990, André Turk est sans emploi quand la Ville le rattrape au

détour. Elle lui réclame 1910 \$ pour une douzaine de contraventions impayées. Il n'a pas d'argent et accepte de faire 191 heures de travaux compensatoires.

En 1992, on lui demande de communiquer avec l'organisme Park Extension Youth Organization. Il fournira 191 heures à des équipes de baseball.

« Je faisais d'une pierre deux coups, explique-t-il : je rendais service et je payais mes contraventions. Et comme en plus, j'aime le sport... »

Combien d'heures donna-t-il aux jeunes joueurs de baseball ? Beaucoup, affirme-t-il. Mais pas 191. « À un moment donné, ils devaient me recontacter mais ne l'ont pas fait. »

Quoi qu'il en soit, très peu d'heures semblent lui avoir été créditées à la Ville. Et André Turk vit maintenant dans la terreur de revoir apparaître les huissiers.

Jeudi, il a donc écrit au percepteur-chef de la Ville, réclamant un « moratoire », le temps de clarifier sa situation. Joint par La Presse, le percepteur-chef, Jacques Provost, a répondu qu'il y a toujours moyen de s'entendre avec quelqu'un qui fait preuve de bonne volonté. « On est pas là pour donner de la misère aux gens », signale-t-il.

Cependant, s'il reste des heures à faire, elles devront être remboursées. Et si M. Turk a un emploi, il ne pourra plus s'en tirer avec du travail compensatoire, précise M. Provost.

On en est là. Cette histoire de parcomètres n'est pas terminée, mais une morale s'en dégage déjà : « Le métro, c'est tellement plus simple ! »



Jean-Yves Ferland, directeur général du Collège Charles-Lemoyne, situé à Sainte-Catherine.

Les collèges privés se préparent au pire

MICHÈLE OUMET

Les dirigeants de six collèges privés de la grande région de Montréal, qui se sont regroupés pour défendre leurs intérêts, affirment qu'ils ne pourront pas survivre si l'État cesse de les subventionner.

« Sur les 100 000 élèves qui fréquentent actuellement l'école primaire et secondaire privée, il en resterait peut-être 15 000 ou 20 000, affirme le directeur général du Collège Charles-Lemoyne, Jean-Yves Ferland. Les écoles seraient extrêmement élitistes et hyper-équipées. »

La moitié des revenus des écoles privées proviennent de l'État et près de 40 %, des parents.

La ministre de l'Éducation, Pauline Marois, a donné un premier coup de hache en mars dernier en réduisant de 3 %, ou 46 \$ par élève, la subvention versée chaque année au privé. La compression est la même au public mais le gouvernement pourrait effectuer des coupes plus sévères l'an prochain. Le privé se sent menacé et serre les coudes pour affronter l'avenir.

Depuis 1982, la subvention accordée aux écoles primaires et secondaires privées a sensiblement diminué. En 1983, un élève au privé recevait 69,2 % du montant alloué à un élève du public. Dix ans plus tard, ce pourcentage baissait à 57,7 %.

Le Québec reste tout de même la province la plus généreuse. Selon la Commission des états géné-

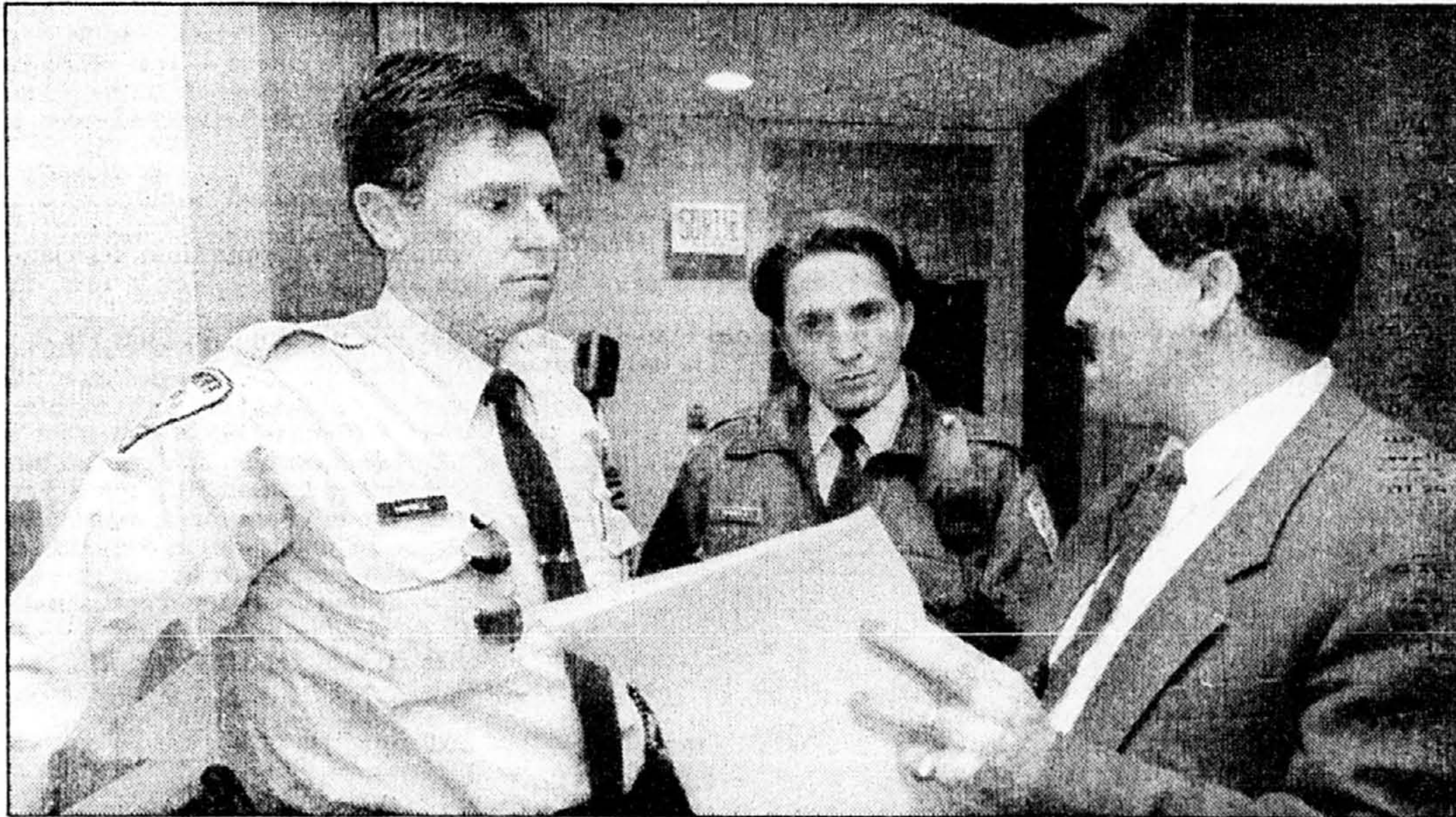
raux sur l'éducation, cinq provinces ne financent pas directement les écoles privées. Quant aux autres, le soutien accordé varie de 30 % à 50 % du coût moyen d'un élève du réseau public.

Les six collèges, soit Charles-Lemoyne, Mont-Saint-Louis, La-Salle, Charlemagne, Saint-Paul de Varennes et le Collège de Montréal, qui regroupent près de 10 % de la clientèle qui fréquente des établissements primaires et secondaires privés au Québec, ont demandé à deux chercheurs de l'École nationale d'administration publique, Richard Marceau et Stéphane Couture, de leur préparer une étude pour faire le point sur les coûts et la performance académique du privé et du public.

Environ 10 % des élèves du Québec fréquentent une école privée mais depuis dix ans, soulignent les chercheurs de l'ÉNAP, le secondaire a augmenté sa part de marché. Pendant que le public perdait 10 % de ses élèves au cours des 13 dernières années, le secteur privé au secondaire s'est renfloué et sa clientèle a grimpé de 14,3 %. Au Québec, un élève sur six fréquente l'école privée au secondaire.

Selon Jean-Yves Ferland, si l'État se retire, on peut difficilement exiger plus des parents. « On accuse les parents des écoles privées d'être riches, dit-il. Chez nous, à Charles-Lemoyne, 41 % de ceux qui paient les frais de scolarité gagnent moins de 45 000 \$ par année. »

Les dirigeants des six collèges songent à mobiliser leurs collègues des autres établissements. En attendant, ils se préparent au pire.



Jeudi, André Turk a expliqué sa situation aux agents Sylvain Martin et Josée Poitras.

Hétéro ou homo : pourquoi pas le libre choix ?

JEAN-PAUL LEFEBVRE
collaboration spéciale

Analyste, l'auteur est un croyant qui choisit de dire tout haut ce que d'autres disent tout bas. Il a publié plusieurs ouvrages dont « En quoi l'Eglise doit-elle changer ? » chez Fides.

Depuis six ans, par un concours de circonstances, je suis dans la position d'un journaliste que l'on aurait chargé d'écrire un dossier permanent sur l'état du catholicisme dans le monde d'aujourd'hui.

L'une de mes préoccupations a été de me tenir au courant de l'évolution de la pensée catholique sur la morale sexuelle. Car, c'est malheureux mais c'est un fait, le magistère de l'Eglise catholique s'est identifié comme le grand spécialiste et le grand défenseur d'une certaine morale sexuelle... figée depuis des siècles. Sur tous les thèmes traités jusqu'à maintenant, la position du magistère actuel de l'Eglise a grand besoin d'être révisée.

Qu'en est-il en ce qui concerne l'homosexualité et le lesbianisme ? Voyons ce qu'en dit le catéchisme publié en 1992.

« Un nombre non négligeable d'hommes et de femmes présentent des tendances homosexuelles foncières. Ils ne choisissent pas leur condition homosexuelle ; elle constitue pour la plupart d'entre eux une épreuve. Ils doivent être accueillis avec respect, compassion et délicatesse. On évitera à leur

égard toute marque de discrimination injuste. »

On y lit aussi : « S'appuyant sur la Sainte Écriture qui les présentent comme des dépravations graves, la Tradition a toujours déclaré que les actes d'homosexualité sont intrinsèquement désordonnés » (...)

« Les personnes homosexuelles sont appelées à la chasteté »

C'est le mot « dépravation » qui fait problème dans ce texte. Le Petit Larousse nous dit que cette expression signifie : corruption, avilissement ! Est-ce bien le mot juste ?

On pourrait parler de « dépravation » pour une personne, homme ou femme qui coucherait cinq ou six fois par jour avec des partenaires variables. J'ai connu un médecin qui faisait cela. Dans son cas, il était hétéro mais son appétit sexuel était tel que l'on eût pu parler de dépravation (ou de maladie ?). Comme on pourrait le faire pour ces homosexuels que le réalisateur du film « Les nuits fauves » nous a montrés faisant la tournée incessante des lupanars pour homosexuels et bisexuels.

Mais qu'en est-il du garçon ou de la fille qui, ne ressentant aucun attrait pour le sexe opposé, développe un amour réel, et charnel, pour une personne de son sexe et décide de former un couple ? J'en ai connu auxquels le terme de « dépravés » ne saurait être attribué. Certains de mes amis ont un fils « gay » ou une fille lesbienne... qui ne sont pas des « dépravés ». Quoi qu'en aient dit les Écritures, à une

époque où la psychologie n'était pas très développée !

La liberté

Nous savons que la nature fait des « erreurs ». Elle produit, parfois, un bébé manchot ou borgne. On a vu, tout récemment un cas, unique apparemment, d'un bébé dont le sang n'est, génétiquement, que féminin. Mais y aurait-il une cause biologique ou génétique à la source de l'homosexualité ? Certains chercheurs le croient.

Des expériences scientifiques pointeraient dans cette direction mais ne permettent pas encore de conclure. Les médecins de l'âme, psychiatres et psychanalystes, s'intéressent aussi depuis longtemps à la question de la réversibilité de l'homosexualité. À laquelle est liée, bien entendu, le problème de la liberté, donc de la responsabilité morale. De ce côté, les opinions sont partagées.

Si l'homosexualité provient d'un arrêt dans le développement psycho-affectif de l'enfant, cet arrêt peut-il se corriger à l'âge adulte ? Personne n'est très catégorique à ce sujet. Pas même le catéchisme officiel de l'Eglise catholique ! On y écrit, en effet, que ces personnes « ne choisissent pas leur condition homosexuelle ». Pourtant, le jugement que ces moralistes portent sur les actes des personnes homosexuelles ne tient pas compte de cette constatation.

Le catéchisme évoque le passage de la Genèse qui porte sur Sodome et Gomorre. On doit aussi rappeler le paragraphe 27 du chapitre I de la Genèse : Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il le créa ; mâle et femelle il les créa.

Ne doit-on pas interpréter que le fruit de l'amour de l'homme et de la femme qui, pour des raisons en-



Les catholiques et le sexe

il le fait avec les moyens qui lui sont attribués ? Qui peut décider que ces personnes doivent renoncer à toute expression charnelle, sexuelle, du seul amour dont elles se sentent capables ?

Une grande compassion

Sur l'homosexualité, j'ai longtemps pensé comme le catéchisme. Je ne peux plus depuis que la question a pris, à mes yeux, un visage, des visages, de personnes avec lesquelles j'ai été appelé à travailler ou de personnes qui me sont devenues proches par leurs parents, par exemple.

Je souhaiterais maintenant, comme bien d'autres catholiques, que le catéchisme soit ouvert à l'exception pour la règle de l'hétérosexualité, comme pour celle du respect dû au fœtus.

L'Eglise du Christ doit manifester la plus grande compassion pour toutes les douleurs humaines, un soutien à toutes les soifs authentiques de bonheur et une confiance réelle dans la conscience individuelle de tous les humains.

En conclusion à cette série de commentaires sur « les catholiques et le sexe », je ne saurais trop insis-

ter sur l'urgence d'un débat public sur la question. Le magistère de l'Eglise, prisonnier d'une tradition millénaire, ne bougera pas facilement.

Les baptisés doivent prendre leur responsabilité. Un tel débat est très important pour la crédibilité de l'Eglise mais il l'est aussi pour le progrès social et culturel.

Certaines questions particulières concernent spécifiquement les Eglises chrétiennes tandis que d'autres sont d'un intérêt commun pour tous les citoyens.

Personnellement, je crois, par exemple, que l'Eglise Unie est allée trop loin en acceptant d'accueillir comme pasteurs des homosexuels actifs.

Et ce, pour la même raison que j'aurais tendance à ne pas reconnaître un « droit à l'adoption » à un couple homosexuel.

À ce propos, je lisais récemment qu'au Danemark, pays progressiste s'il en est, on a établi pour les couples homosexuels un contrat de « partenariat » en lieu et place du « mariage ».

Ce contrat donne droit à tous les bénéfices sociaux auxquels les couples hétérosexuels ont droit mais il ne permet pas aux « partenaires » d'agir comme parents adoptifs.

La sagesse collective que nous mettrons à bâtir des consensus, tant au plan religieux qu'au plan politique, sur les normes de moralité en matière de sexualité, aura une grande influence sur le bonheur individuel et la paix sociale pour les générations à venir.

FIN

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

PAUL DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 5 mai 1996

Jacques Villeneuve

JEAN-PAUL SOULIÉ

Il est actuellement le Québécois le plus connu à travers le monde entier. Jacques Villeneuve est un phénomène, un champion en perpétuelle progression, une étoile en continuelle ascension. Sacré champion 1995 de la Indy 500, le grand circuit nord-américain, il vient tout juste d'accéder au grand cirque mondial de la Formule 1. Après deux secondes places très brillantes aux Grands Prix d'Australie et d'Argentine, il passe la ligne d'arrivée du Nürburgring en grand vainqueur devant le champion du monde 1995, Michael Schumacher, auquel il résiste magnifiquement pour remporter le Grand Prix d'Europe.

Jacques Villeneuve, né à Iberville, en avril 1971, 1 m 65, 67 kg, second cette année au classement général des plus grands pilotes du monde, derrière son coéquipier Damon Hill, est nommé cette semaine *Personnalité de la semaine de La Presse*. Un honneur qui lui a été attribué sans discussion, et auquel tout le monde sait qu'il est très sensible, parce qu'il en a une certaine expérience. À la suite de sa victoire en IndyCar l'an dernier, il s'était vu décerner la même distinction, puis il avait été choisi personnalité de l'année au Gala Excellence La Presse, en octobre 95, dans la catégorie Sports et loisirs.

Rien ne semble mieux décrire Jacques Villeneuve que sa réaction à la suite de sa seconde place en Australie et de sa sortie de piste au Brésil. Dans le premier cas, il avait mené de bout en bout, mais à la suite d'un léger accrochage du dessous de la voiture, alors qu'il sautait une bordure de piste, il doit « lever le pied », son moteur perd de l'huile et risque d'exploser. « J'étais soulagé d'apprendre — après la course — que j'étais partiellement responsable, dira-t-il. D'une certaine façon, ça devenait plus facile d'accepter la deuxième place. »

Au Brésil, il perd la maîtrise de sa Williams-Renault. Une légère erreur, mais une erreur, si mince soit-elle, pardonne rarement en Formule 1. Et il se traite « d'idiot », mais tire encore une fois la leçon de sa mésaventure. « De ces deux premières courses, dira-t-il, je veux retenir que j'ai toujours été en mesure de me battre aux avant-postes. » Mais il tient déjà la promesse qu'il s'était faite, en entrant chez Williams-Renault : il n'est pas là pour jouer les seconds. Il s'entend bien avec son coéquipier Damon Hill, qui a plus de métier que lui en Formule 1, mais, disait Jacques avant le début de la présente saison : « Je n'aurais jamais fait le saut en Formule 1 si je n'avais que l'occasion d'être deuxième. »

La vie d'un pilote de Formule 1 n'est certes pas de tout repos. Voyages incessants, mises

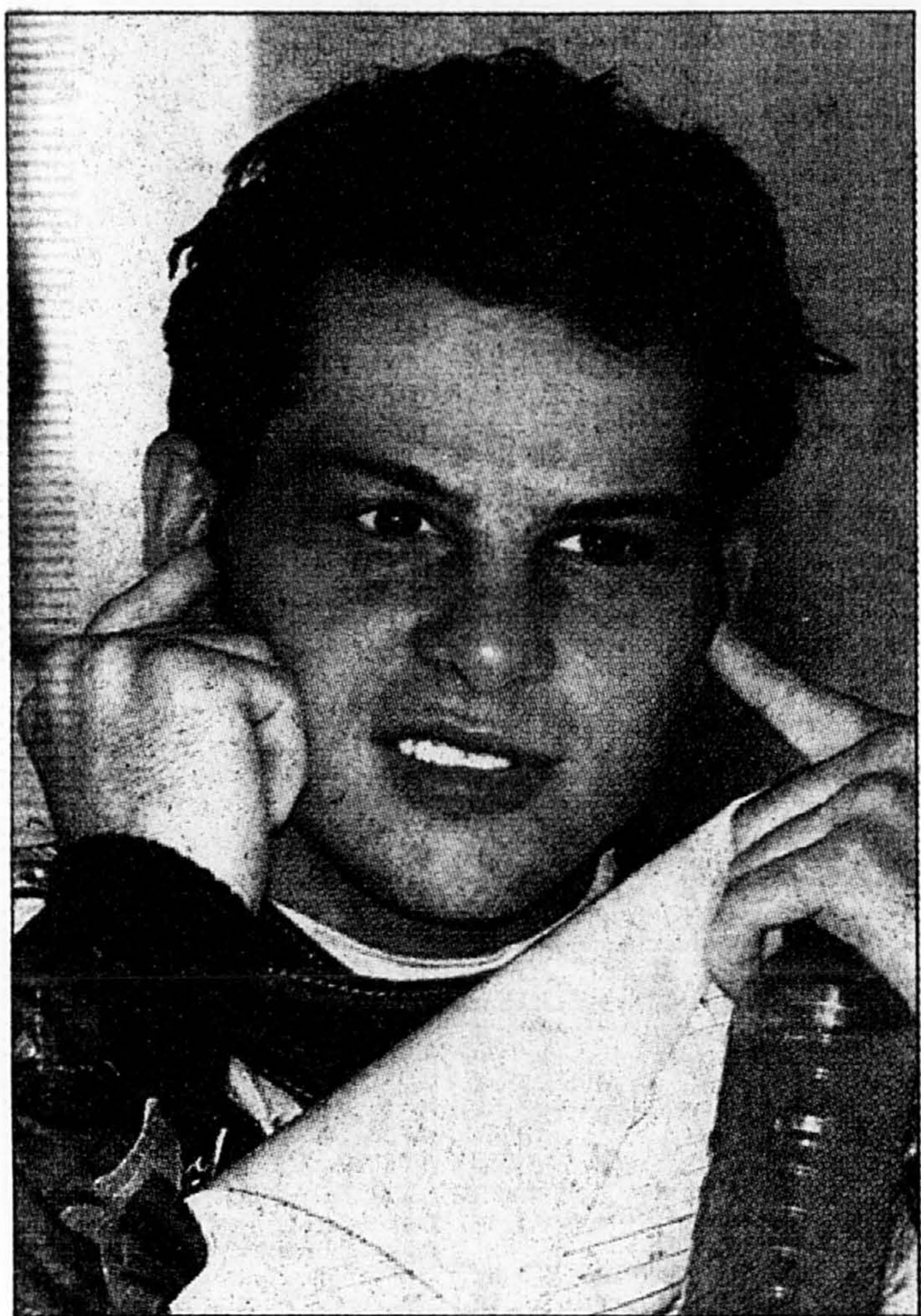
au point des voitures, étude des circuits... Jacques Villeneuve, qui diffuse ses réflexions d'après course à travers un réseau important de publications, est aussi un interlocuteur très recherché des journalistes du monde entier. Capable de s'exprimer avec élégance en français, en anglais et en italien, ce jeune homme de 25 ans se passionne aussi pour l'informatique et étudie le piano. « Pas seulement pour le plaisir d'en jouer, mais pour le plaisir de l'apprendre. »

Quand il a commencé à piloter en course, il a réalisé que son apprentissage consistait surtout à « repousser ses propres limites », tout autant que celles de la voiture qu'on lui a confiée. Après quatre Grands Prix, Jacques Villeneuve n'en finit pas de vanter la qualité de l'équipe d'ingénieurs et de mécaniciens qui l'entourent, qui mettent sa voiture au point, qui lui font des arrêts au pit dans des temps records... À tous ses équipiers, il rend hommage à chaque entrevue.

D'abord regardé comme le « fils de son père », le flamboyant Gilles Villeneuve, qui a trouvé la mort sur le circuit de Zolder, au cours des essais du Grand Prix de Belgique en mai 1982, Jacques est maintenant le numéro deux au classement général 1996. Celui qui a relayé son coéquipier Hill, tête de classement, victime d'un mauvais départ au Nürburgring est prêt pour toutes les bagarres à venir. Les deux hommes ont les deux meilleures voitures de l'heure. Mais derrière eux — tout près, à quelques centièmes de secondes — les concurrents se pressent. La crème des pilotes, et les meilleures voitures : Ferrari, avec Schumacher, Benetton et Jordan-Peugeot.

Aujourd'hui, dimanche 5 mai, sur le circuit d'Imola, le jeune Québécois va être porté par la foule qui idolâtrait son père, mais qui aimerait bien voir Ferrari gagner enfin le 5^e Grand Prix de la saison 96. Quels que soient les résultats des trois prochaines courses, Monaco le 19 mai, Espagne le 2 juin, la *Personnalité de la semaine de La Presse* de cette semaine sera la grande vedette et le favori de tout le Québec le 16 juin prochain, alors qu'il participera au Grand Prix du Canada sur le Circuit Gilles-Villeneuve de l'île Notre-Dame.

Une recrue qui connaît une ascension fulgurante dans le cirque international de la Formule 1



Jacques Villeneuve tient déjà la promesse qu'il s'était faite, en entrant chez Williams-Renault : il n'est pas là pour jouer les seconds.

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.



La personnalité en personne

À VSD-BONJOUR

Marie-Claude Lavallée reçoit chaque dimanche la personnalité de la semaine.

Elle vous livre également, avec un zeste de folie et une grande dose de bonne humeur, toute l'information qu'il vous faut pour profiter pleinement du week-end.



VSD-Bonjour

Vendredi au dimanche 6 h à 9 h

Réalisation : Louise Carrière

